

Malika Sorel: «La non-assimilation aboutira à la mise en minorité des idéaux français sur notre propre sol»



Article rédigé par *Le Figaro*, le 09 avril 2019

Source [Le Figaro] Malika Sorel s'inscrit en faux contre les propos de Nicole Belloubet, qui a affirmé que «la France s'est toujours constituée, agrégée, autour d'un multiculturalisme séculaire». Elle rappelle la tradition assimilatrice de notre pays.

Ingénieur de l'École polytechnique d'Alger, major du MBA de Sciences Po Paris, Malika Sorel est ancien membre du Haut Conseil à l'intégration, institution rattachée au Premier ministre. Elle est l'auteur de Décomposition française (éditions Fayard, 2015) qui a reçu le prix «Honneur et Patrie» des Membres de la Société de la Légion d'honneur.

- «La France s'est toujours constituée, agrégée, autour d'un multiculturalisme séculaire, le nier ce n'est pas comprendre notre histoire», a déclaré Nicole Belloubet à l'Assemblée nationale. Que vous inspirent ces propos?

Malika SOREL.- Ce qui est énoncé ici, c'est le baratin servi aux foules depuis déjà un certain temps. En réalité, depuis que les élites politiques ne peuvent plus cacher l'ampleur du désastre dont elles sont à l'origine. Madame Belloubet étant nouvelle dans ce milieu, je ne la rends pas co-responsable bien sûr, mais ce qu'elle professe est faux.

Tout d'abord, son «toujours» interroge. À quelle période remonte-t-elle au juste? Comme l'a très bien mis en évidence l'historienne Marie-Claude Blanc-Chaléard, la France, à la fin de l'époque moderne, est un monde plein dont la population a augmenté sur place, et l'immigration naît avec l'arrivée de paysans italiens du Nord à partir des années 1860-1870. Au regard de la longue histoire de la France, ce «toujours» de la ministre est donc plus que déplacé.

Ensuite sur le multiculturalisme: en dehors de cas précis hérités de l'histoire et circonscrits à des îles françaises lointaines et peu peuplées, le multiculturalisme n'a jamais été une politique française, et encore moins un objectif. C'est même tout le contraire, comme en atteste le Code civil selon lequel «nul ne peut être naturalisé s'il ne justifie de son assimilation à la communauté française». Et c'est sur ce point précis du respect du Code civil que les élites de commandement - monde politique et haute administration - ont, pour les uns fauté, et pour les autres trahi.

Pour bien comprendre la complexité de l'assimilation, qui demeure la condition nécessaire pour former un même peuple, il faut inlassablement rappeler que seul un Italien sur trois a fait souche en France, et que 42% des Polonais du flux 1920-1939 sont repartis, alors même qu'aucune amélioration économique substantielle ne pouvait justifier, à première vue, ce retour dans leurs pays. S'imaginer que des flux migratoires de cultures bien plus éloignées puissent faire mieux, cela sort des limites du bon sens.

L'assimilation doit être un choix librement consenti. De toute façon, elle ne peut pas être imposée car elle se joue entièrement sur le registre moral et affectif. Il faut simplement veiller à ne pas la rendre impossible. Lorsque l'on évoque l'immigration et l'intégration culturelle, ce qui est systématiquement passé sous silence, c'est l'épreuve que constitue l'exil et les souffrances qu'il peut causer. Incompréhensible! Quant à l'octroi des papiers d'identité, cela doit correspondre à une assimilation réelle et à rien d'autre.

